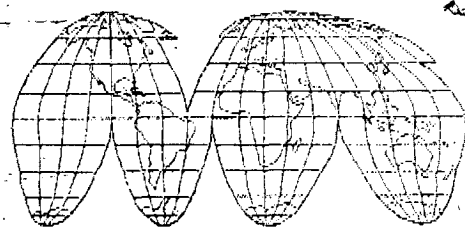


Le commerce et la politique étrangère cette semaine

This Week in Trade and Foreign Policy

du 15 au 21 octobre 1992



Communiqués

M. Wilson accueille les ministres du commerce de la Quadrilatérale à Cambridge en Ontario *Le 15 octobre 1992 N° 203*

L'honorable Michael Wilson, ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur, a annoncé qu'il accueillera les ministres du commerce des États-Unis, de la Communauté européenne (CE) et du Japon -- les ministres de la Quadrilatérale à Cambridge (Ontario). «L'objectif des réunions de la Quadrilatérale est de permettre aux participants de discuter, de façon informelle, de la situation commerciale internationale et des développements économiques connexes», a déclaré M. Wilson.

Déclarations

«... Il appartient à chacune des entreprises de prendre l'initiative d'exporter ses produits et de conclure des alliances stratégiques qui permettent d'assurer l'expansion innovatrice du commerce. Or, sur les 40 000 entreprises canadiennes de fabrication, seulement le tiers exportent -- même si l'ALE a permis d'établir les relations commerciales bilatérales les plus importantes jamais instaurées dans le monde. Et 50 p. 100 de toutes les exportations sont attribuables aux 100 principales entreprises. De toute évidence, il faut qu'un plus grand nombre d'entreprises exportent... Nous [les Canadiens] jouons avec le feu si nous laissons l'incertitude [constitutionnelle] qui règne depuis deux ans empirer -- ce qui arrivera si le «non» l'emporte -- et si nous croyons que l'économie n'en subira pas le contrecoup. Par conséquent, je crois que ce référendum porte sur trois choses : l'économie, l'économie et l'économie. Et à mon avis, il importe au plus haut point que nous nous préoccupions de l'économie en votant «oui» le 26 octobre.»

Tiré de l'allocution de l'honorable Michael Wilson, ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du commerce extérieur devant l'Association des manufacturiers canadiens lors de la cérémonie d'ouverture de la «Semaine de l'industrie manufacturière» à Toronto (Ontario), le 20 octobre, 1992, N° 92/52, telle que prononcée.

«... Personne, aucune collectivité et aucun pays ne peut faire cavalier seul dans le monde des années 90. Nous faisons plus que jamais partie de la communauté internationale. Cela s'applique autant à nos universités qu'à nos industries. En fait, dans quelque domaine que ce soit, environnement, commerce, sécurité, culture ou éducation, les événements qui se déroulent à l'étranger ont une incidence directe et une grande portée sur nos vies ici, de la même façon que nos actions se répercutent sur les autres... Avec une économie tributaire des exportations comme la nôtre, il serait suicidaire de réagir [à la mondialisation] en nous enfouissant la tête dans le sable. Je ne vous apprend rien lorsque je souligne qu'en vue de maintenir notre capacité de rivaliser avec les autres pays, d'accroître nos exportations et de créer des emplois hautement spécialisés, nous devons développer plus rapidement notre base de technologie et de connaissances. Pour ce faire, nous devons en premier lieu encourager des relations plus efficaces et plus ciblées entre les gouvernements, les industries et les universités, et en second lieu renforcer les réseaux entre nos établissements d'enseignement supérieur et ceux de nos partenaires-clés que sont par exemple l'Europe, les États-Unis et le Japon. Il n'existe pas, pour nos universités comme pour toute région ou tout pays du monde, d'isolement qui soit bénéfique.»

Allocution prononcée par l'honorable Barbara McDougall, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, à l'occasion de la Conférence annuelle du bureau canadien de l'éducation internationale à Saskatoon (Saskatchewan), le 15 octobre, 1992, N° 92/51, telle que prononcée.

«... Pour le Québec en particulier, l'Accord [de libre échange nord-américain] offre l'élimination immédiate des droits de douane mexicains sur les principaux produits d'exportation du Québec, comme certains types de papier journal ainsi que de papier couché et non couché, la pâte de bois chimique, le bois de construction, les avions, le matériel ferroviaire urbain, les produits médicaux et divers types de matériel industriel. L'importante industrie québécoise de l'automobile bénéficiera aussi de règles d'origine plus claires et plus précises, notamment pour le calcul de la teneur nord-américaine des automobiles et des pièces automobiles... Tourner la page sur le débat constitutionnel permettra au pays de s'attaquer de front aux priorités économiques et sociales. Quel sera le prix d'un «non» en énergies perdues? Quel sera le prix d'un «non» en avenir compromis? Quel sera le prix d'un «non» en priorités économiques remises à plus tard? Le bon sens nous dit qu'il y aura des conséquences économiques négatives qui découleront d'un «non»...»

Tiré de l'allocution de l'honorable Michael Wilson à la conférence VisionExport 92 à Montréal (Québec), le 14 octobre, 1992, N° 92/50, sous réserve de modifications.

À venir

octobre 1992: VisionExport 92
octobre 1992: Le mois canadien du commerce extérieur
14-15 décembre 1992: CSCE- Réunion du Conseil des ministres des affaires étrangères (Stockholm)